

O → Zieg  
C → Cécile  
Courrier arrivé le :

11 DEC. 2019

à Bourg St Andéol



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ARDECHE

Direction Départementale des  
Territoires de l'Ardèche

Service Environnement  
Pôle Eau

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU RHONE AUX  
GORGES L'ARDECHE  
LA MARJOLAINE  
Place Georges Courtial  
07700 BOURG ST ANDEOL

Dossier suivi par : Séverine SALLE  
Mél : severine.salle@ardeche.gouv.fr  
Tél. : 04.75.66.70.13  
Fax : 04.75.64.59.44

Objet : Autorisation environnementale au titre des articles L181-1 et suivants  
du code de l'environnement  
Autorisation prélèvement forage 2 de l'Ilette  
Courrier de notification de l'arrêté

Réf. : 07-2018-00187

PRIVAS, le 04 décembre 2019

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 22 octobre 2018, vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale concernant Autorisation de prélèvement du forage n° 2 de l'Ilette en vue de l'alimentation en eau potable du réseau public du canton de Bourg Saint Andéol enregistré sous le numéro 07-2018-00187, qui porte, dans votre cas, sur l'autorisation loi sur l'eau.

Suite à l'examen des pièces de votre dossier, vous trouverez ci-joint l'arrêté précisant notamment les prescriptions particulières à votre opération.

Copie de cet arrêté sont également adressées à la mairie de la commune de BOURG-SAINT-ANDEOL pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ce document sera mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'ARDECHE durant une période d'au moins un an.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le directeur départemental des territoires  
Pour le chef du service Environnement  
Le Responsable du Pôle Eau

Nathalie LANDAIS

P.J. : copie de l'arrêté préfectoral

Copie pour information :

Agence Française pour la biodiversité  
Fédération départementale de la pêche et des milieux aquatiques  
Agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes  
Conseil départemental de l'Ardèche  
Agence Rhone Méditerranée  
Commission locale de l'eau du SAGE Ardèche



## **PRÉFET DE L'ARDÈCHE**

Direction départementale  
des territoires

Service environnement

Pôle eau

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 07-2019-12-03-004**  
**portant autorisation du prélèvement pour l'alimentation en eau potable**  
**et fixant des prescriptions complémentaires au titre du code de l'environnement**

**Forage n°2 de l'Ilette**

**COMMUNE DE SAINT-MARCEL-D'ARDECHE**

Dossiers n° 07-2018-00187

**Le préfet de l'Ardèche,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.211-1, L.213-2, L.214-1 à L.214-10, L.215-13, L.181-1 à L.181.31, R.214-1, R.214-6 à R.214-28, R.214-42 à R.214-60, R.181-1 à 56 pour autorisation ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU le décret du 24 octobre 2018 nommant Madame Françoise SOULIMAN en qualité de préfet de l'Ardèche ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse approuvé le 03 décembre 2015 ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de l'Ardèche approuvé le 29 août 2012 ;

**CONSIDERANT** le dossier de demande d'autorisation, au titre des articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement, du prélèvement depuis le forage n° 2 de l'Ilette situé sur la commune de Saint-Marcel-d'Ardèche et présenté par la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche (CCDRAGA), représentée par Monsieur le Président ; reçu complet en date du 22 octobre 2018 et enregistré sous les n° 07-2018-00187 ;

**CONSIDERANT** la délibération du conseil communautaire autorisant le président de la CCDRAGA à mener la procédure de demande d'autorisation au titre du code de l'environnement en date du 27 septembre 2018 ;

**CONSIDERANT** l'accusé de réception au guichet unique police de l'eau du service environnement de la direction départementale des territoires de l'Ardèche en date du 23 octobre 2018 ;

**CONSIDERANT** l'avis favorable de la délégation départementale de l'Ardèche de l'agence régionale de santé Auvergne - Rhône-Alpes du 25 octobre 2018 ;

**CONSIDERANT** l'avis favorable de la commission locale de l'eau du SAGE du bassin versant de l'Ardèche en date du 06 décembre 2018 ;

**CONSIDERANT** le rapport préalable à l'enquête publique du service environnement de la DDT de l'Ardèche en date du 26 mars 2019 ;

**CONSIDERANT** l'arrêté préfectoral n° 14052019/01 du 14 mai 2019 portant ouverture de l'enquête publique préalable nécessaire à l'autorisation de prélèvement qui s'est déroulée du 08/06/2019 au 08/07/2019 ;

**CONSIDERANT** le rapport et les conclusions de l'enquête publique de M. Pascal SUZZONI, commissaire enquêteur formulant un avis favorable au projet en date du 05 août 2019 ;

**CONSIDERANT** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'Ardèche réuni en séance du 17 octobre 2019 ;

**CONSIDERANT** le projet d'arrêté préfectoral adressé au pétitionnaire en date du 06 novembre 2019 ;

**CONSIDERANT** la réponse formulée par le pétitionnaire en date du 18 novembre 2019 ;

**CONSIDERANT** que le forage n° 2 de l'Ilette est nécessaire pour assurer un renforcement des ressources en eau et une sécurisation de la distribution en eau potable aux abonnés des communes de la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche (sauf Viviers) ;

**CONSIDERANT** l'étude sur les ressources souterraines stratégiques pour l'alimentation en eau potable du bassin versant de l'Ardèche de 2016 a identifié la ressource de l'Ilette comme zone de sauvegarde non exploitée actuellement (ZSNEA) à préserver ; le forage se situe en zone de production (zone 1) parfaitement protégée et où aucun risque de pollution de la ressource n'a été répertorié ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de fixer des prescriptions permettant de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau souterraine de l'Ilette ;

**SUR proposition** du secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche,

## **ARRETE**

### **Article 1 - Objet de l'arrêté**

Le présent arrêté autorise la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche (CCDRAGA), ci-après dénommée le pétitionnaire, à prélever les eaux souterraines depuis le forage n° 2 de l'Ilette situé sur la commune de Saint-Marcel-d'Ardèche, en vue de la consommation humaine et fixe les prescriptions complémentaires d'exploitation de ce captage auxquelles le pétitionnaire doit se conformer.

Les prélèvements sont soumis à autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 du code de l'environnement, et relève de la rubrique 1.1.2.0 « ...*Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 200 000 m<sup>3</sup>/an* ».

## **Article 2 - Caractéristiques de l'ouvrage de prélèvement et fonctionnement**

Le forage n° 2 de l'Ilette a les coordonnées de localisation suivantes :

Commune	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE Lieu-dit « Le Cinquet »
Nom du prélèvement	Forage n° 2 de l'Ilette
Localisation du forage Coordonnées Lambert 93	Parcelle cadastrale 37 section AH X : 830 853 m Y : 6 358 798 m Z : 46 m NGF
Code BSS du forage n° 2	BSS003XIZM
Masse d'eau souterraine concernée par le prélèvement	Nappe captive contenue dans un aquifère formé par l'ensemble urgonien calcaire-crétacé inférieur sableux.

Le fonctionnement futur sera le suivant : les eaux de l'Ilette seront refoulées jusqu'à la station de reprise du Fraou (station de reprise et conduite de refoulement à réaliser) où elles seront mélangées avec celles du puits de Fraou. Depuis cet ouvrage, les eaux pourront être refoulées soit jusqu'au réservoir St Joseph (secteur sud) soit jusqu'à la ressource de Gérige (secteur nord).

## **Article 3 - Prélèvements autorisés**

La communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche est autorisée à prélever l'eau depuis le forage n° 2 de l'Ilette pour l'alimentation en eau potable du réseau public de la collectivité, dans les conditions suivantes :

<i>Forage n° 2 de l'Ilette Modes d'exploitation autorisés</i>	<i>Débit horaire maximum</i>	<i>Volume annuel maximum</i>
Débit horaire maximum d'exploitation en mode normal	65 m <sup>3</sup> /h	600 000 m <sup>3</sup> /an
Débit horaire maximum d'exploitation en cas de défaillance d'une ressource	100 m <sup>3</sup> /h	
Débit horaire maximum d'exploitation exceptionnel en période de pointe	150 m <sup>3</sup> /h	

Les débits d'exploitation ont été définis suite à la réalisation des essais de pompage de très longue durée en 4 phases du 17/02/2016 au 21/10/2016. Ces débits devront être respectés de manière à ne pas surexploiter la nappe pour limiter les incidences quantitatives potentielles du forage sur cette ressource.

## **Article 4- Suivi de la nappe profonde exploitée**

L'exploitation du forage n° 2 de l'Ilette s'accompagnera de la réalisation d'un programme de suivi des paramètres hydrauliques. Le forage sera équipé de dispositifs qui permettront le suivi :

- des niveaux en continu dans le forage tant en descente qu'en remontée ;
- des fluctuations naturelles de la nappe qui doivent être intégrées dans l'évaluation du rabattement final de la chaque phase et du rabattement résiduel.

Ces données seront consignées dans un registre ouvert à cet effet et conservées pour une durée minimum de trois ans.

## **Article 5 - Rendement de réseau**

Le rendement global (adduction et distribution) du réseau public d'eau potable alimenté par le forage n° 2 de l'Ilette devra être maintenu à un taux d'au moins 75 % chaque année.

Le pétitionnaire adressera au préfet chaque année dans les deux mois suivants la fin de l'année civile (DDT 07 - Service environnement – 2 place Simone VEIL – BP 613 – 07006 PRIVAS cedex) un bilan annuel des volumes prélevés, mis en production, mis en distribution, importés, exportés, consommés sur le réseau et facturés aux abonnés sur l'ensemble du réseau d'eau potable et du rendement de réseau correspondant. Ce bilan fera état des interventions effectuées sur les réseaux durant l'année écoulée.

Ces bilans doivent être conservés sans limitation de durée.

## **Article 6 – Dispositifs de comptage et de suivi des volumes prélevés**

Le forage n° 2 de l'Ilette doit être équipé de compteur volumétrique sans dispositif de remise à zéro ou débitmètre électromagnétique pour permettre de connaître les volumes prélevés dans la nappe souterraine.

Toutes les installations de production et de distribution du réseau desservi par le forage n° 2 de l'Ilette devront obligatoirement être équipées de compteurs volumétriques, sans dispositif de remise à zéro, permettant de connaître les volumes mis en production et mis en distribution sur l'ensemble du réseau.

Le pétitionnaire doit tenir à jour un registre spécialement ouvert à cet effet sur lequel sont consignés par année :

- le relevé mensuel de l'index du compteur de prélèvement ou du débitmètre électromagnétique ainsi que les volumes mensuels prélevés, établis à partir des relevés ;
- un relevé mensuel de l'index des compteurs de production, ainsi que les volumes mensuels produits ;
- un relevé mensuel de l'index des compteurs de distribution, ainsi que les volumes mensuels distribués sur chaque unité de distribution ;
- le volume annuel prélevé, produit et distribué sur l'ensemble du réseau ;
- les opérations d'entretien, de contrôle, de remplacement du compteur intervenues au cours de l'année ;
- les incidents survenus dans l'installation du captage, les opérations d'entretien, de contrôle et de réparation intervenues au cours de l'année
- les données de rendement annuel du réseau.

Un extrait de ce registre, sous forme de bilan annuel sera adressé et communiqué au préfet chaque année dans les deux mois suivants la fin de l'année civile (extrait à adresser à la DDT 07 – Service environnement – 2 place Simone Veil – BP 613 – 07006 PRIVAS cedex).

Les données du registre doivent être conservées sans limitation de durée.

## **Article 7 – Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale**

Les activités, installations, ouvrages, travaux, objets de la présente autorisation environnementale, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, sans préjudices des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

### **Article 8 – Délai de réalisation des travaux**

Les travaux nécessaires à la mise en œuvre des conditions d'exploitation du forage n° 2 de l'Ilette fixées au présent arrêté devront être réalisés dans un délai de 2 ans à compter de la date de sa notification.

Le bénéficiaire informe le service police de l'eau, instructeur du présent dossier, du démarrage des travaux et le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation, dans un délai d'au moins 15 jours précédant cette opération.

### **Article 9 – Rapport sur le prix et la qualité des services (RPQS)**

Le RPQS est une obligation réglementaire à laquelle le pétitionnaire doit se conformer (articles D.2224-1 à D.2224-5 du code général des collectivités territoriales).

Les copies de ce rapport et de l'avis du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante, seront transmises par voie électronique au préfet de l'Ardèche (DDT Ardèche – Service environnement) ET sur le site de l'observatoire de l'eau (site internet SISPEA : <http://www.services.eaufrance.fr>) dans les quinze jours qui suivent leur présentation au conseil municipal ou à l'assemblée délibérante, ou leur adoption par ceux-ci.

Les données techniques sur l'eau potable et l'assainissement sont saisis par voie électronique dans SISPEA.

### **Article 10 - Modification des ouvrages**

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation environnementale, à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles L.181-14 et R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement.

Le préfet fixe s'il y a lieu des prescriptions complémentaires ou demande au pétitionnaire de déposer une nouvelle demande.

Des prescriptions complémentaires au présent arrêté peuvent également être prises à l'initiative du préfet.

### **Article 11 – Déclaration des incidents ou accidents**

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement.

Sans préjudices des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

### **Article 12 - Contrôles**

Les agents du service chargés de la police de l'eau de l'Ardèche, les agents du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de police de l'eau, auront en permanence libre accès à l'ouvrage.

La présentation des registres peut être exigée lors des contrôles de l'installation.

### **Article 13 - Cessation de l'exploitation**

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans de l'exploitation doit faire l'objet d'une déclaration par le bénéficiaire de la présente autorisation dans le mois qui suit la cessation définitive ou à l'expiration du délai de deux ans.

En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service.

En cas de cessation définitive, il est fait application des dispositions prévues à l'article L.181-23 pour les autorisations.

### **Article 14 - Clauses de précarité**

Le pétitionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans les cas prévus aux articles L.211-3 (1°) et L.214-4 du code de l'environnement, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent arrêté.

### **Article 15 – Durée de validité**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État conformément aux dispositions de l'article L.181-22 du code de l'environnement.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que l'ouvrage de prélèvement permet l'approvisionnement en eau potable du bénéficiaire de l'autorisation, dans les conditions fixées par celui-ci.

### **Article 16 – Dispositions diverses**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté ne dispense pas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Le préfet pourra fixer toutes prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 rend nécessaires.

### **Article 17 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de LYON, conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication sur le site internet de la préfecture et de l'affichage en mairie prévu à l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, la décision peut faire l'objet d'un recours administratif de deux mois qui prolonge le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut-être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 17 – Notification, publication et exécution**

Le présent arrêté sera notifié à la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche (CCDRAGA), le pétitionnaire, qui doit se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche, le directeur départemental des territoires de l'Ardèche, le maire de la commune de SAINT-MARCEL-D'ARDECHE et toute autorité de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Ardèche.

Copie en sera également adressée :

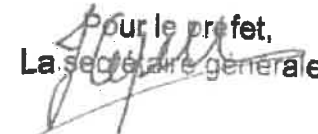
- au service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité
- à la fédération départementale de la pêche et des milieux aquatiques
- à la délégation départementale de l'agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes
- au conseil départemental de l'Ardèche
- à l'agence de l'eau Rhône Méditerranée
- à la commission locale de l'eau du SAGE Ardèche
- à la commune de SAINT-MARCEL-D'ARDECHE

Le présent arrêté sera mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Ardèche pendant un délai de 1 mois au moins.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de la commune de SAINT-MARCEL-D'ARDECHE pendant une durée minimale d'un mois. Une attestation de l'accomplissement de cette formalité sera dressée par le maire et envoyée au préfet (DDT de l'Ardèche - Service police de l'eau).

Cet arrêté sera également affiché en permanence de façon visible dans les ouvrages, par les soins du pétitionnaire.

Privas, le 03 DEC. 2019

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,  
  
Julia CAPEL-DUNN





PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Mairie de Privas :

Le 05 NOV. 2019

N° Bourg St Andéol

Préfecture

Privas, le 5 novembre 2019

Service interministériel des politiques publiques et  
de l'appui territorial

Bureau de la coordination et des enquêtes  
publiques

Affaire suivie par Mathieu BENOIT  
Tél : 04 75 66 50 30  
[pref-enquetes-publiques@ardeche.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ardeche.gouv.fr)

Le Préfet de l'Ardèche,

à

Direction départementale des territoires

Service environnement, pôle eau

**Objet :** Avis du CODERST lors de sa séance du 17 octobre 2019  
Captage sur la commune de Saint-Marcel-d'Ardèche

Le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), délibérant sur le rapport de l'ingénieur de l'Agence Régionale de Santé, émet un **AVIS FAVORABLE** à la majorité sur le projet d'arrêté préfectoral portant autorisation du prélèvement sur l'ouvrage « forage de l'Ilette 2 » pour l'alimentation en eau potable et fixant les prescriptions complémentaires au titre du code de l'environnement.

Pour avis conforme aux délibérations du CODERST.

Pour le préfet,  
Le chef du bureau et de la coordination  
et des enquêtes publiques

Nathalie MONTALAND